

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 25 au 29 mai 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : plus de 3,5 Mds USD mobilisés pour soutenir le financement du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo.
- **Cameroun** : les flux illicites d'or auraient entraîné un manque à gagner de 3,4 Mds USD pour l'État en 5 ans.
- **Centrafrique** : programme de transformation numérique de l'administration signé avec Huawei.
- **Congo** : le pays obtient 500 M USD de la BADEA pour ses infrastructures.
- **Gabon** : présentation du projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2026.
- **Guinée Equatoriale** : le pays et Galp Energia signent un mémorandum pour l'évaluation de blocs pétroliers offshore.
- **Tchad** : l'excédent commercial chute pour la troisième année consécutive en 2025.
- **RDC** : le gouvernement mobilise 20 M USD pour lutter contre l'épidémie d'Ébola.

Régional

Fonds bleu pour le Bassin du Congo : plus de 3,5 Mds USD mobilisés pour soutenir les projets

Les [Assemblées](#) annuelles de la Banque africaine de développement (BAfD) ont accueilli le 26 mai 2026 à Brazzaville une table ronde des bailleurs de fonds portant sur le financement du plan d'investissement du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo. La rencontre a permis de mobiliser des engagements de près de 3,554 Mds USD et des garanties de financement. Les financements annoncés sont destinés à soutenir des projets prioritaires validés par les États membres ainsi que par les organisations sous-régionales. Ces projets sont liés à la préservation des ressources naturelles dans les pays de la sous-région. Ils concernent notamment la préservation des forêts, la gestion durable des ressources en eau, le développement agricole, la transition énergétique ainsi que la résilience climatique des populations du bassin du Congo. Les principaux [contributeurs](#) sont la Banque mondiale (1 Md USD), la Banque de développement des États d'Afrique centrale (BDEAC), qui prévoit d'investir 600 M USD sur 3 ans, le Fonds vert pour le climat (320 M USD), la BAfD (250 M USD) et le Fonds africain de solidarité (500 M USD). La

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

3,5 Mds USD

Montant des engagements pour le
financement du Fonds Bleu pour le
Bassin du Congo

Banque arabe et la Banque de développement de l'Afrique de l'Est fourniront des lignes de garantie couvrant le financement des 63 projets prioritaires retenus dans le cadre du premier programme d'investissement.

CEMAC : vers l'organisation d'un forum financier régional unique

La BEAC a engagé une [consultation](#) auprès des acteurs de la place financière régionale en vue de la création du Forum Économique et Financier de l'Afrique Centrale (FEFAC), une plateforme destinée à fédérer et rationaliser les nombreuses rencontres économiques et financières organisées dans la zone CEMAC. À travers cette initiative, l'institution sous-régionale entend réduire la fragmentation des échanges entre institutions, limiter les coûts liés à la multiplication des événements et renforcer la visibilité internationale de la

CEMAC comme espace financier intégré. Conçu comme un rendez-vous annuel unique réunissant régulateurs, banques, investisseurs, fintechs, entreprises et universités, le FEFAC ambitionne également d'améliorer la coordination des politiques économiques et financières communautaires.

Cameroun

Secteur minier : les flux illicites d'or auraient entraîné un manque à gagner de 3,4 Mds USD pour l'État en 5 ans

Dans un entretien accordé le 24 mai à la télévision publique nationale sur la situation du secteur minier au Cameroun, le directeur général de la Société nationale des mines (Sonamines) a révélé que le pays aurait perdu 3,4 Mds USD (soit près de 2 000 Mds FCFA) de recettes d'exportation entre 2021 et 2025 en raison de l'exportation illégale d'or vers l'étranger en particulier vers les Émirats arabes Unis (EAU). Selon des données croisées de la Sonamines, environ 44 tonnes d'or auraient quitté clandestinement le territoire national durant cette période, mettant en évidence un écart considérable entre les volumes officiellement déclarés par les douanes camerounaises (seulement 148 kg) et ceux enregistrés par les EAU. Ce trafic, qui se serait intensifié en 2024 et 2025, impliquerait près de 216 [sociétés](#) minières clandestines opérant principalement dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, dont plus de 95 % seraient contrôlées par des exploitants étrangers, notamment chinois dont l'action est facilitée par la porosité des frontières stimulant l'essor des circuits informels.

Le Cameroun mise sur sa diaspora pour financer des projets immobiliers

Le gouvernement camerounais a [lancé](#), le 19 mai 2026 à Yaoundé, l'initiative « Diaspora-SIC » à travers un accord entre le ministère des Relations extérieures et la Société immobilière du Cameroun (SIC), afin de mobiliser l'épargne de la diaspora camerounaise au profit du secteur immobilier national. Le dispositif prévoit la promotion à l'international des projets immobiliers via le réseau diplomatique camerounais, la mise en place d'une plateforme numérique sécurisée de vente, la possibilité d'émettre des obligations immobilières et plusieurs mécanismes destinés à rassurer les investisseurs de la diaspora, notamment des comptes séquestres en devises, des paiements échelonnés selon l'avancement des travaux et des garanties renforcées contre les litiges fonciers. Une première campagne de promotion s'est tenue le 23 mai à Paris lors de l'événement MBOA, tandis que d'autres rencontres

sont prévues d'ici fin 2026 auprès des communautés camerounaises à l'étranger.

Lancement de la feuille de route nationale pour l'économie circulaire

Le 22 mai 2026, la feuille de route nationale de l'économie circulaire du Cameroun a été officiellement [lancée](#) au cours d'une cérémonie présidée par le secrétaire général du ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, à la suite de son adoption en avril 2026. Élaborée avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAfD), cette feuille de route couvre la période 2025-2035 et s'articule autour de quatre secteurs prioritaires : l'agro-industrie, la gestion des déchets, la production plastique et la filière forêt-bois. Elle intervient dans un contexte marqué par la faible valorisation des résidus agricoles en biofertilisants -alors que le pays demeure dépendant des importations d'engrais chimiques- par la production d'environ 1 300 tonnes de plastique produites chaque jour et par une transformation locale du bois encore insuffisante. D'ici 2035, la feuille de route prévoit de porter le taux de recyclage des déchets solides à plus de 30 % et de structurer près de 300 PME.

Centrafrique

Programme de transformation numérique de l'administration signé avec Huawei

A la suite de la rencontre entre les autorités chinoises et le président de la République Faustin-Archange Touadéra, la RCA a [conclu](#) un accord avec le groupe technologique Huawei pour moderniser l'infrastructure numérique de son administration. Le projet comprend (i) la construction d'un centre de données national de niveau Tier III, (ii) la mise en place d'un réseau d'interconnexion entre les différents ministères, (iii) la création d'applications mobiles à destination des agents administratifs et (iv) le déploiement d'un réseau de transmission radio militaire eLTE (Evolved Long-Term Evolution) au profit des Forces de défense et de sécurité, de la Police et de la Gendarmerie. Ces discussions ont débuté trois mois après le lancement de la plateforme Dunia, plateforme de digitalisation du ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération internationale. Les autorités voient dans cette initiative de modernisation, un moyen de réduire les lenteurs administratives. La cybersécurité, la maintenance des équipements et la disponibilité des compétences techniques locales restent néanmoins des défis majeurs pour la transformation numérique du pays.

Renforcement de l'interconnexion du pays aux câbles sous-marins côtiers

Le ministère de l'Économie numérique, des Postes et des Télécommunications a [annoncé](#) le 17 mai dernier une prochaine interconnexion aux câbles sous-marins avec le Soudan du Sud. Ce projet, mené par l'Agence centrafricaine de développement du digital (ACDD) et l'opérateur délégué MTN, vise à renforcer l'accès à la connectivité internationale à Internet. Depuis ses interconnexions avec le Cameroun et le Congo, la Centrafrique a réduit sa dépendance aux connexions satellitaires, favorisé la concurrence et diminué les prix d'accès à Internet.

Congo

Le Congo obtient 500 M USD de la BADEA pour ses infrastructures

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a [accordé](#) à la République du Congo un financement de 500 M USD destiné au développement des infrastructures. Ces ressources doivent soutenir plusieurs projets structurants dans les secteurs des transports, de l'énergie et des équipements publics, dans le cadre de la stratégie de modernisation du pays.

Le Congo bénéficie d'un regain de confiance des agences de notation après son retour sur les marchés internationaux

L'agence Moody's a [relevé](#) la perspective de la République du Congo après son retour sur les marchés internationaux à travers une émission obligataire de 850 millions USD. Cette décision reflète l'amélioration de la liquidité à court terme et les efforts de gestion de la dette, malgré le maintien d'importantes vulnérabilités budgétaires et d'un niveau d'endettement élevé. L'agence S&P Global Ratings [estime](#) quant à elle que le pays bénéficie d'un regain de confiance des investisseurs après son émission obligataire. Elle souligne toutefois que cette amélioration reste conditionnée à la poursuite des réformes budgétaires et à une gestion prudente de la dette publique.

Gabon

Conseil des ministres du 22 mai 2026 : présentation du PLFR 2026

Le Conseil des ministres du 22 mai 2026 au Gabon, présidé par le Président de la République Brice Clotaire Oligui Nguema, a été marqué par la présentation du

[projet](#) de loi de finances rectificative (PLFR) 2026, dans un contexte de ralentissement économique et de préparation des négociations avec le FMI. Le gouvernement a revu à la baisse les prévisions de croissance (4 % contre 6,5 % initialement) et réduit le budget de l'État de près de 863 Mds FCFA pour atteindre 5 495,2 Mds FCFA (contre 6 358,2 Mds FCFA prévus dans la LF 2026 initiale), avec une forte diminution des dépenses d'investissement. Ces dernières s'établissent désormais à 1 169,1 Mds FCFA (dont 1 046,5 Mds FCFA sur ressources propres), contre 2 137,2 Mds FCFA dans la loi de finances 2026 initiale.

Fitch maintient la note de CCC- du Gabon

Le 22 mai 2026, l'agence de notation financière Fitch Ratings a [confirmé](#) la note souveraine du Gabon à « CCC- », reflétant une perception toujours prudente des risques de liquidité et des contraintes budgétaires du pays. L'agence met en avant les tensions persistantes sur la liquidité et les besoins en financements élevés, malgré les efforts menés par les autorités.

Transport aérien : suspension des lignes de Royal Air Maroc et de Turkish Airlines

Le 23 mai, la Royal Air Maroc (RAM) a [suspendu](#) la desserte Casablanca-Libreville, du fait de la flambée des prix du kérosène et du ralentissement de la demande. La décision prend effet sans délai et sans date de reprise annoncée. Cette suspension concerne au total 12 destinations, dont Bangui, Brazzaville, Kinshasa, Douala et Yaoundé. C'est la deuxième compagnie à suspendre la ligne, Turkish Airlines ayant suspendu ses vols vers le Gabon à compter du 15 juin 2026.

Guinée équatoriale

La Guinée équatoriale et Galp Energia signent un mémorandum pour l'évaluation de blocs pétroliers offshore

La Guinée équatoriale et la compagnie portugaise Galp Energia ont [signé](#) un mémorandum d'entente pour évaluer le potentiel pétrolier de trois blocs offshore situés près de Bioko, dans le cadre d'études techniques préalables à une éventuelle signature de contrat de partage de production. Cet accord, dont les détails des périmètres restent confidentiels, s'inscrit dans la campagne nationale de promotion de 24 blocs pétroliers et marque la première entrée de Galp dans le pays et dans la zone CEMAC. Les données géologiques seront fournies par les sociétés nationales avant une phase d'évaluation qui pourrait déboucher sur de nouveaux investissements, alors que plusieurs majors internationales ont déjà obtenu ou évaluent des blocs

dans la zone. Cette initiative intervient dans un contexte de déclin de la production pétrolière équatorienne. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la production serait passée d'environ 300 000 barils/jour dans les années 2000 à près de 50 000 barils/jour début 2026, principalement en raison du vieillissement des champs et du manque d'investissements.

Tchad

L'excédent commercial chute pour la troisième année consécutive en 2025

Selon les [données](#) publiées par l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques (INSEED), l'excédent commercial du Tchad se réduit pour la troisième année consécutive, atteignant 273,8 Mds FCFA en 2025, en baisse de 54 % par rapport à 2024 (597,7 Mds FCFA). Cette évolution s'explique par la forte dépendance de l'économie aux exportations de produits primaires, notamment le pétrole brut, qui représente 85 % des exportations en 2025, et dont les recettes restent sensibles aux fluctuations des prix internationaux, tandis que la demande intérieure soutient la hausse des importations de biens de consommation, de produits alimentaires et de biens d'équipement.

RDC

Épidémie d'Ébola en RDC : le gouvernement mobilise 20 M USD pour lutter contre la contagion

Le Gouvernement de la RDC a [débloqué](#) une enveloppe de 20 M USD pour faire face à la 17^e épidémie de maladie à virus Ébola, déclarée le 15 mai 2026 dans la partie Est du pays. Selon les chiffres communiqués par l'Institut National de Santé Publique au 27 mai 2026, 101 cas et 17 décès confirmés ont été enregistrés, tandis que le nombre de cas suspects s'élevait à environ 1 000, dont 220 décès présumés. Ce financement national s'ajoute à une enveloppe de 15 M EUR (environ 16,3 M USD) annoncée par l'Union européenne au titre d'aide humanitaire pour soutenir la riposte en RDC et en Ouganda. Les provinces touchées par l'épidémie (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu) se situent à plus de 1 000 km des bassins miniers stratégiques du cuivre et du cobalt, concentrés dans le Lualaba et le Haut-Katanga. Si la production minière reste encore préservée, l'épidémie a entraîné le renforcement des mesures sanitaires sur plusieurs postes-frontières de l'Est. Certains passages frontaliers ont été temporairement fermés, ce qui

provoquerait des retards sur les exportations de minerais et les importations d'intrants stratégiques (soufre, acide sulfurique, consommables miniers) transitant par le corridor de Dar es-Salaam (Tanzanie) et les axes routiers via la Zambie. Un allongement des délais douaniers accentuerait les pressions logistiques dans un contexte déjà marqué par la pénurie mondiale d'acide sulfurique et par la hausse des coûts de transport.

Plus de 26,5 millions de personnes en insécurité alimentaire aiguë en RDC, sous la pression indirecte du conflit au Moyen-Orient

La RDC fait face à l'une des [crises](#) alimentaires les plus graves et les plus étendues au monde, avec plus de 26,5 millions de personnes (soit près d'un habitant sur quatre) en situation d'insécurité alimentaire aiguë – dont plus de 3,6 millions en phase d'urgence (phase 4 de l'IPC) – selon la dernière analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). Cette détérioration, qui prolonge une tendance déjà préoccupante observée fin 2025, résulte de l'accumulation de chocs sécuritaires, économiques et logistiques. Les provinces de l'Est (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika) concentrent à elles seules environ 9,9 millions de personnes en insécurité alimentaire critique, du fait des déplacements massifs de population (plus de 7,8 millions de déplacés internes) et de la destruction des moyens de subsistance agricoles par l'insécurité persistante. De plus, la RDC, qui importe massivement ses produits alimentaires de base (blé, riz, maïs, poissons congelés, huiles végétales), subit de plein fouet les répercussions du conflit au Moyen-Orient. La fermeture du détroit d'Ormuz, par lequel transitent 27 % du pétrole, 20 % du GNL et 20 % à 30 % des engrais (urée, ammoniac, soufre), a provoqué une flambée des prix des intrants agricoles et de l'énergie. En RDC, les prix des carburants ont déjà connu des hausses sensibles sur les marchés locaux : +10,1 % pour l'essence, +7,9 % pour le diesel et +11,4 % pour l'huile raffinée. Selon la FAO, les perturbations sur les marchés de l'énergie, du gaz et des engrais se transmettent rapidement aux prix alimentaires et aux coûts de transport.

Focus évènement : table ronde Africa Forward (Malabo, 20 mai 2026)

« A la lumière du Sommet Africa Forward, quelles opportunités économiques pour la jeunesse en Afrique... », table ronde organisée par le Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France en Guinée équatoriale

Le Service Economique pour l'Afrique Centrale a eu le plaisir de participer à une table ronde organisée le 20 mai à l'Institut français de Malabo, lors de laquelle les discussions ont porté sur les opportunités pour la jeunesse en Afrique, à la lumière du Sommet Africa Forward de Nairobi (10-11 mai 2026). Après le mot d'ouverture de Laurent Polonceaux, Ambassadeur de France en Guinée Equatoriale, le panel composé de Mari-Cruz Engonga (DGA de BANGE), Jean-Dominique Bozzi, (DG de CFAO), Yohann Cohen (DG TLC), de Patrick Kifio (DG TotalEnergies) et d'Efi Frager, (SER Afrique Centrale), a mis en lumière l'importance d'une relation partenariale d'avenir, capable d'attirer des investissements en faveur de la diversification économique, tout en ouvrant des débouchés concrets pour la jeunesse et les entrepreneurs. Les échanges et interactions avec le public ont été riches et constructifs.



Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
12-21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15-17 juin 2026	Sommet du G7	Évian-les-Bains (France)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	Wine Tastin organisé par Business France	Douala (Cameroun)
24 juin 2026	13e édition du Forum de Paris	Paris (France)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en %PIB)			Dettes Publiques (en %PIB)			Solde courant (en % PIB)		
	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026
	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.
CEMAC															
Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2
Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6
Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9
Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9
Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2
Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8
CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1
RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1
Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026

*solde budgétaire global (dons inclus).

** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Avr-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole Brent (USD/barils)	Gaz naturel (USD/mmbtu)	Cacao (USD/kg)	Café (USD/kg)	Huile de palme (USD/mt)	Grumes (USD/mètre cube)	Bois scié (USD/mètre cube)
Référence/mesure							
Valeur	104	3	3	7	1 148	409	644
Variation mensuelle (%)	9%	-10%	5%	-1%	4%	1%	1%
Variation annuelle (%)	58%	-19%	-58%	-15%	15%	4%	2%
Variation sur 5 ans	65%	6%	43%	96%	6%	-2%	-3%
Variation sur 10 ans	155%	45%	10%	115%	48%	3%	-6%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs :

Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;

Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Amanda BROUILLARD (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER – Mathis FOLCH (SE Libreville) ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).